

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SIXIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
25e **séance**
tenue le
lundi 4 novembre 1991
à 10 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA 25e SEANCE

Président : M. ORDONEZ (Philippines)
(Vice-Président)

SOMMAIRE

**EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION SUR LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU
DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET**

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au *Orde* la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications vont publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. **GENERALE**
A/C.1/46/PV.25
14 novembre 1991

FRANCAIS

En l'absence du Président, M. Ordonez (Philippines), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 35.

POINTS 47 A 65 DE C'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION SUR LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant **entamer** la **deuxième** phase de **ses travaux**. Comme les membres de la Commission en ont **été** informés, la séance de **ce matin** ainsi que les séances qui se tiendront du 5 au 7 novembre seront **consacrées à la présentation** des projets de **résolution** et **aux observations à leur sujet**.

M. HYLTIENIUS (Suède) (interprétation de l'anglais) : Lors de la session de la **Commission** de l'an dernier, la **Suède** a fait distribuer un **mémoire** sur les armements navals et le **désarmement**, figurant dans le document **A/C.1/45/8/Rev.1**. Il est **indiqué** dans **ce mémoire** qu'une arme **nucléaire** sur quatre dans le monde, **soit** un total de quelque 15 000, est **réservée** au **déploiement** en mer. On peut estimer qu'environ un **tiers** de toutes les armes **nucléaires embarquées**, soit quelque 5 000, appartiennent à la **catégorie "substratégique"**, qui comprend un assortiment d'armes **nucléaires, destinées à frapper des cibles** en mer ainsi que des missiles de **croisière** porteurs de charges **nucléaires** et d'autres armes **nucléaires destinées à frapper des cibles** sur terre. Dans le **mémoire**, la **Suède** propose des **négociations** sur l'**interdiction** des armes **nucléaires non stratégiques** en mer.

Comme on **le** sait, depuis lors, les faits et les chiffres ont **changé** ou sont sur le point de changer **considérablement**. Nous avons pu nous **féliciter** du **Traité** historique sur la réduction des armes **nucléaires** (START) conclu entre les **Etats-Unis** et l'**Union soviétique**, qui contient l'engagement de **réduire sensiblement** le nombre d'armes **nucléaires stratégiques** et qui, à bien des **égards**, constitue un tournant dans les efforts mondiaux en **matière** de **désarmement**. Au cours des quelques **dernières semaines**, nous avons **également** été **témoins** d'initiatives portant **expressément** sur le **désarmement nucléaire** naval.

Les **mesures unilatérales récemment annoncées** par les **Présidents** des **Etats-Unis** et de l'**Union soviétique** comprennent le **retrait** total de toutes

M. Hyltenius (Suède)

leurs armes nucléaires navales substratégiques. Ce sont là des mesures décisives et très appréciées dans le domaine du désarmement naval. Une fois qu'elles auront été appliquées, la totalité des 5 000 armes nucléaires substratégiques aura disparu de la haute mer.

Au cours des années, la Suède a souvent demandé que cesse la politique consistant à ne confirmer ni démentir la présence ou l'absence d'armes nucléaires à bord de tel ou tel navire à tel ou tel moment. Nous interprétons les déclarations des représentants de la défense des Etats-Unis à propos des mesures unilatérales récemment annoncées comme indiquant que, dès que les armes nucléaires des Etats-Unis auront été retirées, cette politique ne s'appliquera plus aux navires de surface ni aux sous-marins d'attaque. Dans la pratique, elle ne sera donc plus appliquée. Nous espérons ardemment que toutes les puissances nucléaires agiront de la même manière. Un tel changement de politique contribuerait à la franchise et à la transparence dans les questions navales et constituerait en soi une très importante mesure propre à instaurer la confiance.

M. Hyltenius (Suède)

Pour **encourageants** que **soient ces faits récents**, je tiens cependant à **souligner** qu'il **reste beaucoup à faire dans le domaine maritime**. La confiance pourrait **être encore renforcée, notamment grâce à un régime multilatéral** propres à **prévenir les incidents en mer**, en profitant de **l'expérience positive** fournie par les **accords bilatéraux existants**.

Les **lois de la guerre navale** exigent **également, comme la Suède l'a souligné en bien des instances, une modernisation urgente**. Je reviendrai sur la question **dans le cadre du point de l'ordre du jour relatif aux armes classiques considérées** comme produisant **des effets traumatiques excessifs**.

L'**année 1991 a été mémorable sur le plan du désarmement**, apportant espoir et encouragement pour l'avenir. Je terminerai en **soulignant** qu'il en est maintenant de **même en ce qui concerne la question du désarmement naval**.

M. O'BRIEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je **voudrais aborder les points 51 et 53 de l'ordre du jour**. Dans le cadre de ces deux points, **j'ai l'honneur de présenter à la Première Commission un projet de résolution intitulé "Traité d'interdiction complète des essais nucléaires"**, qui fait l'objet du document **A/C.1/46/L.4**.

Pendant plus de **20 ans**, la **Nouvelle-Zélande**, en alternance avec **l'Australie**, a **présenté à la Première Commission un projet de résolution sur les essais nucléaires**. Le Mexique a fait de **même et, chaque année, les deux projets de résolution ont été adoptés à une majorité écrasante**. A l'origine, chaque **projet de résolution reflétait les vues quelque peu divergentes des différents groupes de coauteurs**. **Récemment, ces divergences sont devenues de moins en moins évidentes, mais l'objet a toujours été le même : la cessation des essais nucléaires**.

La **Nouvelle-Zélande** et **l'Australie**, en tant que principaux coauteurs de l'un des **textes traditionnels**, et le Mexique en tant que principal auteur de l'autre **texte**, ont **tenté, l'année dernière, de présenter à la Commission un texte unique**. Nous **avons agi ainsi car nous étions convaincus que le moment était venu pour la Première Commission de prouver, dans toute la mesure du possible, sa volonté d'aborder** cette question importante sur une base commune. Nos **efforts allaient également, naturellement, dans le sens de l'objectif que nous poursuivons : la rationalisation des travaux de la Commission**. **Malheureusement, en 1990 ces efforts n'ont pas été couronnés de succès**.

M. O'Brien (Nouvelle-Zélande)

Mais nous n'avons pas abandonné pour autant. Au cours des 12 derniers mois, dea événements positifs se sont produits dans les domaines du désarmement international et de la sécurité, événements dont les délégations se sont vivement félicitées tout au long du débat général au cours des trois dernières semaines. Je mentionnerai entre autres, naturellement, la ratification du Traité sur la limitation des essais souterrains et du Traité sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, l'accord sur le Traité de réduction des armes stratégiques (START) et, plus récemment, l'annonce faite par les Etats-Unis et l'Union soviétique au sujet de l'armement nucléaire tactique.

Dans ce contexte, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Mexique et d'autres délégations intéressées, notamment le Japon, la Suède, le Canada et la Norvège, ont de nouveau été incités à entamer des négociations pour présenter cette année un seul projet de résolution sur l'interdiction des essais nucléaires, c'est-à-dire un texte susceptible de recevoir l'appui de presque toute, sinon toute la communauté internationale. Je suis très heureux aujourd'hui de soumettre à la Commission le résultat de ces négociations, concrétisées par le document A/C.1/46/L.4.

Ce projet de résolution est parrainé par les 42 Etats qui, l'année dernière, étaient coauteurs soit du projet de résolution présenté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, soit de celui présenté par le Mexique. Leurs noms figurent en tête du document A/C.1/46/L.4, et je ne donnerai pas lecture de cette longue liste. Mais je tiens à dire à chacun des Etats énumérés dans le projet combien nous apprécions leur appui. Cette attitude montre l'importance que les Etats Membres des Nations Unies attachent à la question de l'interdiction des essais nucléaires. J'ajouterai que, depuis que nous avons présenté le texte, nous avons reçu des demandes d'autres Etats souhaitant également parrainer le projet de résolution et j'invite toutes les délégations intéressées à contacter le Secrétariat et à ajouter leur nom à la liste des coauteurs.

Les auteurs de ce projet de résolution sont convaincus que la cessation par tous les Etats des essais nucléaires, dans tous les milieux et à tout jamais, serait une mesure essentielle pour empêcher l'amélioration qualitative et la mise au point d'armes nucléaires. Elle contribuerait également, grâce à

M. O'Brien (Nouvelle-Zélande)

d'autres efforts concomitants pour **réduire** les armes nucléaires, à **l'élimination totale** des armes nucléaires.

Aux termes du **projet** de résolution, l'**Assemblée** générale se **félicite** des **récents événements positifs** que je viens d'**évoquer** dont, entre autres, la ratification, attendue depuis si longtemps, de deux **traités** bilatéraux importants. Le **Traité** sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires, signé en 1974, et le **Traité** sur les explosions **nucléaires** souterraines à des fins pacifiques, signé en 1976, **Mais** comme le **projet** de résolution **A/C.1/46/L.4** l'indique clairement, **nous pensons** que le moyen le plus **efficace** de parvenir à une cessation des essais nucléaires est la **réalisation** d'un **traité multilatéral** susceptible de recueillir l'**adhésion** de **tous** les Etats. La **Conférence du désarmement** a, à cet **égard**, une **responsabilité particulière** à assumer, **responsabilité** qui est mise en **évidence** aux paragraphes 3 et 4 du dispositif de notre **projet** de résolution. Le paragraphe 5 résume nos vues sur les travaux de la Conférence du **désarmement** et de son Groupe spécial d'experts scientifiques qui serait **chargé** de **vérifier** l'application d'un **traité d'interdiction** complète des essais **nucléaires**.

Pour la première fois depuis de nombreuses **années** la Première Commission a l'occasion de s'exprimer d'une **même** voix sur la question de l'**interdiction** des essais nucléaires. Le **projet** de résolution **A/C.1/46/L.4** représente un effort réel de la part de **tous ceux** qui sont attachés à **encourager** une approche positive en ce qui **concerne** cette **délicate** question qui a **souvent suscité** bien des passions. Je voudrais **particulièrement rendre hommage** à l'**Ambassadeur** Miguel **Marin Bosch**, du Mexique, et à l'**Ambassadeur** Paul O'Sullivan, de l'**Australie**, et à leurs délégations respectives qui, **grâce** à leurs efforts, **nous** ont permis de présenter aujourd'hui ce **texte** à la Commission. Ensemble **nous le recommandons** à **tous** les Etats Membres.

M. MARIN BOSCH (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : La cessation **totale** des essais nucléaires est l'un des objectifs **essentiels** des Nations Unies dans le **domaine** du **désarmement**. Avec la grande majorité des autres Etats Membres, le Mexique a insisté sur l'urgente **nécessité** qu'il y **avait** de mettre fin à tout jamais à ces essais. Il s'agit là d'une **mesure** dont le **caractère** prioritaire a **été reconnu** à de nombreuses reprises par l'**Assemblée générale** et par le **Secrétaire** général lui-même.

M. Marin Bosch (Mexique)

Il y a **plus** de 30 ans **déjà** la **communauté** internationale **soulignait** que la **cessation totale** de **toutes les** exploiations **nucléaires** était la clef permettant de freiner la course **aux armes nucléaires** sur le plan qualitatif. Depuis 1957 l'**Assemblée générale** a **évoqué** chaque **année** cette question.

Les engagements contractés dans le cadre du **Traité** d'interdiction partielle de 1963 et dans le cadre du **Traité** sur la **non-prolifération** des **armes nucléaires (TNP)** de 1968 **relatifs** à la **réalisation d'un traité** d'interdiction **complète** des essais nucléaires **n'ont pas été suivis** d'effet. Pendant plus de trois **décennies** des **négociations bilatérales** et **trilatérales** ont **été menées sans succès**.

Les tentatives faites dans ce but par la Conférence du **désarmement** ont **échoué**. Certains se sont **prononcés contre** un **traité d'interdiction totale** des essais **nucléaires**; selon eux, de tels **essais étaient indispensables** pour **assurer** la **réalisation**, en toute **sécurité**, des **expériences** nucléaires et pour maintenir la **crédibilité** de la dissuasion **nucléaire**; ils ajoutaient qu'une **vérification insuffisante** pourrait **permettre** d'acquies un **avantage** sur le plan militaire.

M. Marin Bosch (Mexique)

La **communauté scientifique indépendante** a **démontré**, toutefois, que **le problème** de la **vérification** pouvait **être résolu de façon adéquate** et que **le seul but** pour lequel **des essais étaient essentiels** était la mise au point de nouveaux types d'armes **nucléaires**.

A l'heure actuelle, avec la disparition des rivalités idéologique et militaire entre les superpuissances et leurs alliés, les arguments invoqués contre la conclusion d'un **traité d'interdiction complète des essais** ont perdu toute signification. En outre, dans un **contexte international entièrement transformé**, les grandes puissances militaires ont commencé à remettre en question leurs doctrines militaires ainsi que la **nécessité** de maintenir le **niveau** et la **diversité** de leurs arsenaux. **Pourquoi, alors, continuer à procéder à des essais d'armes militaires afin de moderniser des arsenaux qu'elles souhaitent réduire de façon radicale en vue de leur élimination?**

Nous accueillons avec satisfaction la **dernière initiative unilatérale** dans le **domaine** du **disarmement nucléaire** et nous rendons tout **particulièrement hommage** à la décision de l'**Union soviétique** de **déclarer un moratoire d'un an** sur **ses essais nucléaires**. Nous sommes témoins actuellement de ce qui pourrait **devenir** une inversion de la course aux armements **nucléaires**. Nous **lançons un appel** aux grandes puissances **nucléaires** pour qu'elles **intensifient** leurs consultations **bilatérales** sur **cette** question et pour **encourager** les **négociations multilatérales**.

La **presse internationale** se fait l'**écho**, presque quotidiennement, de l'**opportunité** qu'il y a à interdire les essais d'armes **nucléaires**. Cette question fait l'**objet d'un débat** constant. Un **traité d'interdiction complète** des essais est parfaitement **réalisable, maintenant** que **les relations** entre les puissances **nucléaires** sont **passées** de l'affrontement à la coopération. Des **progrès** techniques et scientifiques en **matière** de vérification apportent maintenant des solutions **aux** obstacles que l'on avait l'habitude d'invoquer, si toutefois la **volonté** politique **nécessaire** existe.

La cessation des **essais nucléaires** reste le point de **départ** si l'on veut **aborder avec succès** la non-prolifération nucléaire. Si **aucun progrès n'était réalisé** dans ce domaine, l'**avenir** même du régime **actuel** de non-prolifération serait **mis en danger**. Nous avons **deux possibilités** d'action pour **parvenir** à notre objectif, toutes deux viables et sans aucun doute **complémentaires**. Le

M. Marin Bosch (Mexique)

premier moyen serait d'amender le **Traité** d'interdiction partielle des **essais** de 1963 afin de lo transformer en un **traité** d'interdiction complete. Ce processus est maintenant discuti à la **Conférence** d'amendement qui, **sous la présidence** du **Ministre Ali Alatas**, de l'**Indonésie**, a **commencé** son travail de fond en janvier de **cette année**, et nous **nourrissons l'espoir** de la voir **couronné de succès**.

L'autre **possibilité** serait d'entamer - je **dis bien entamer** - les **négociations** à la **Conférence du désarmement**. Le **Comité special sur l'interdiction des essais nucléaires** a **été reconstitué**, **avec un certain espoir**, au debut de 1991. Cependant, **malgré l'esprit d'imagination** et les **efforts déployés** par son **Président**, l'**Ambassadeur Chadha**, de l'**Inde**, il **n'a réussi qu'à remettre sur le tapis** les **mêmes positions**, **déjà bien connues de tous**. Le **débat** a été **intéressant**, mais en fin de **compte**, **c'est resté toujours le même débat**; comme on dit en anglais : "business as usual".

Des **années** et **même des décennies** après la fin de la **deuxième** guerre mondiale, il semble que **des individus aient été oubliés** dans les **forêts** de **certaines îles** du Pacifique, et que des soldats **n'aient pas été avertis** de la fin des **hostilités**. Un **scénario** similaire se **déroule** maintenant à Genève, au Palais des **Nations**. Il semble qu'il y ait **des délégués** qui n'ont pas encore **été informés** de la **fin de la guerre froide**. Les **murs épais** de la **salle** du Conseil semblent servir de **forteresse où l'on continue à défendre** certaines doctrines militaires caduques.

Depuis de **nombreuses années**, la **délegation** du Mexique, **avec d'autres délégations**, **présente** à la **Première Commission** un **projet** de **résolution** sur la question de la **cessation** de toutes les **explosions nucléaires expérimentales**, **projet que l'Assemblée générale** a toujours approuvé à une **majorité écrasante**. **L'Assemblée** a **également** approuvé, **avec un vote similaire**, un **autre projet** de **résolution** sur la **nécessité urgente** de **conclure un traité** d'interdiction complete des **essais nucléaires**.

Ce dernier **projet** a **été coparrainé** par un autre groupe de pays conduits par l'**Australie** et la **Nouvelle-Zélande**. Etant **donné les similitudes** et le **contenu** de ces deux **résolutions**, les **délégations** de l'**Australie**, de la **Nouvelle-Zélande** et du Mexique, **appuyées** par leurs **coauteurs respectifs**, ont **décidé** en 1989 d'essayer de combiner leurs **textes respectifs**. Cette fusion, à

M. Marin Bosch (Mexique)

laquelle nous avons déjà pratiquement abouti l'an dernier, a été présentée il y a peu par l'Ambassadeur Terence O'Brien, de la Nouvelle-Zélande. Ma délégation se félicite du texte que nous avons élaboré conjointement et qui figure maintenant au document A/C.1/46/L.4. Nous souhaitons exprimer ici toute notre satisfaction pour les efforts déployés par les délégations de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie ainsi que par tous les autres coauteurs de ce projet.

M. O'SULLIVAN (Australie) (interprétation de l'anglais) : Au nom du Gouvernement australien, je suis heureux d'appuyer les observations présentées par mes collègues de la Nouvelle-Zélande et du Mexique à propos du texte du projet de résolution sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La fusion couronnée de succès de deux résolutions antérieures similaires mais concurrentes est bonne, tant du point de vue du fond que du point de vue de la procédure. Du point de vue du fond, ce texte fournit un cadre très clair à l'expression des vues de la communauté internationale quant aux essais. Du point de vue de la procédure, il permet de rationaliser le travail de notre commission.

Nous reconnaissons de toute évidence qu'il existe des divergences de vues quant aux questions soulevées par les essais nucléaires, mais ces divergences doivent être réglées de manière satisfaisante conformément aux méthodes de travail habituelles de cette commission. L'Australie estime que le texte qui a résulté de cette fusion fournit un tel cadre, notamment aux Etats dotés d'armes nucléaires. Nous comptons sur un soutien considérable en faveur de ce projet de résolution.

Enfin, je profite de l'occasion pour remercier tout particulièrement pour leurs efforts mes collègues de la Nouvelle-Zélande et du Mexique ainsi que mes amis des autres pays du groupe de base : le Canada, le Japon, la Norvège et la Suède. A Genève comme à New York, ces pays ont coopéré étroitement et très efficacement, nous semble-t-il, à l'obtention de résultats utiles.

M. AALBU (Norvège) (interprétation de l'anglais) : Par tradition, la Norvège s'est portée coauteur de la résolution présentée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande quant à la nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous apprécions hautement le fait qu'il ait été possible cette année de n'avoir qu'un seul projet de

M. Aalbu (Norvège)

résolution sur la question couvrant les points 51 et 53 de l'ordre du jour. Nous sommes heureux de nous porter coauteurs de ce projet de résolution de fusion.

Comme nous l'avons dit en séance plénière, la réalisation d'un accord sur l'interdiction totale et permanente de tous les essais nucléaires reste pour la Norvège un objectif important du désarmement. Un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires est absolument nécessaire pour empêcher la perfectionnement qualitatif et la mise au point des armes nucléaires et leur prolifération ultérieure et pour contribuer à l'élimination définitive des armes nucléaires. Nos préoccupations quant aux risques pour l'environnement et la santé résultant des essais nucléaires représentent un argument de plus pour faire cesser de tels essais.

Nous partageons le point exprimé dans le projet de résolution que le moyen le plus efficace d'arriver à mettre fin aux essais nucléaires passe par la conclusion, à une date rapprochée, d'un traité d'interdiction des essais nucléaires, vérifiable et complet, auquel tous les Etats souhaiteront adhérer. A cet égard, nous apprécions grandement le travail du Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires constitué par la Conférence du désarmement.

De même, nous attachons beaucoup d'importance au travail du Groupe spécial d'experts scientifiques, auquel nous participons activement, et à leur deuxième essai technique (GSETT-2), dont les résultats seront maintenant analysés et évalués avant la prochaine réunion du Groupe, au début de l'année prochaine. Un réseau international d'échange de données sismiques doit constituer la base la plus importante d'un système futur de vérification d'un traité d'interdiction des essais nucléaires.

M. Aalbu (Norvège)

Une attention particulière doit maintenant être accordée à la manière dont le travail du Groupe et les résultats de l'expérience globale pourraient servir de base à un système de vérification du traité.

La Conférence du désarmement détient des responsabilités spécifiques dans la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous souhaitons que soit rétabli le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires en 1992, et qu'il soit doté du mandat approprié défini dans le projet de résolution de cette année.

Nous espérons que les propositions générales faites par le Président des Etats-Unis et le Président de l'Union soviétique sur les armes nucléaires stratégiques auront une incidence positive sur les travaux du Comité spécial. Pour sa part, la Norvège continuera à appuyer les travaux de la Conférence du désarmement dans ce domaine.

M. HYLTIENIUS (Suède) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à exprimer l'appui formel de la délégation suédoise au projet de résolution A/C.1/46/L.4 intitulé "Traité d'interdiction complète des essais nucléaires", qui vient d'être présenté par l'Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande.

La Suède a toujours appelé, au cours des années, à une action multilatérale sur la question de l'interdiction des essais. Cette position s'est manifestée par son parrainage des deux projets de résolution traditionnels sur la question. L'appui de la Suède à deux projets de résolution différents découlait d'une attitude pragmatique au sujet de la formulation d'un mandat pour le Comité spécial de la Conférence du désarmement dans l'examen de cette question.

A notre avis, il importe qu'un travail de fond au sujet d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires soit effectué afin que l'objectif global d'un traité puisse être réellement favorisé et que, lorsque les conditions politiques le permettent, des négociations mènent à de prompts résultats. Nous espérons que les négociations sur un traité pourront être amorcées sans délai.

La Suède se réjouit beaucoup de constater que les efforts entrepris l'année dernière pour obtenir un texte unique sur la question de l'interdiction des essais ont été traduits cette année par un projet de

M. Hyltenius (Suède)

Résolution commun. Cela a été rendu possible par la **grande souplesse** manifestée des deux côtés, et le **résultat**, aux yeux de ma **délégation**, est très satisfaisant. En outre, le **projet de résolution**, comme l'a souligné le **représentant** de la **Nouvelle-Zélande**, permettrait enfin à la **Première Commission** et à l'**Assemblée générale** d'unir leurs voix sur cette importante question, ce qui permettrait à cet organe qui fait **autorité** d'envoyer un **message** politique encore plus vigoureux. Il est encourageant de voir que le **projet de texte** est déjà **parrainé** par 42 **pays**.

En juillet dernier, la **Suède** a **soumis** à la **Conférence du désarmement** un **projet révisé** de proposition d'un **traité d'interdiction complète des essais nucléaires**. Le **texte** comprend des **sections mises à jour** relatives à la **vérification** d'un **traité d'interdiction des essais**, ainsi que des **dispositions** sur les **questions d'organisation**. Ma **délégation** **espère** que ce **projet** sera **examiné attentivement** par la **Conférence du désarmement** et **facilitera** les **travaux** sur cette **question nucléaire** hautement d'actualité.

Ma **délégation** **s'associe** à la **délégation** de la **Nouvelle-Zélande** pour demander **aux membres** de la **Présidente Commission** d'**accorder** un large appui à ce **projet de résolution**.

La séance est levée à 11 h 5.